

Le PS et les élections municipales de 2026

Par Pierre-Nicolas Baudot & Rémi Lefebvre

Alors qu’il s’est effondré sur la scène nationale, les mairies ont offert au Parti socialiste un espace de résistance, sinon de résilience. Cependant, au fil du temps, les maires socialistes sont essentiellement devenus des techniciens locaux, dont la notabilité s’est affaiblie.

La situation locale en France est aujourd’hui inédite. Les partis affaiblis nationalement depuis 2017 sont dominants territorialement. Les élections municipales de 2020 ont témoigné de la capacité du PS à maintenir ses positions locales, en dépit de son effondrement national en 2017. Cet ancrage est aujourd’hui le principal niveau de la relative résilience socialiste – faisant des élections municipales un enjeu de premier plan pour le parti. La municipalisation du parti a été consacrée en 2008, où il réalise les meilleurs scores de son histoire dans cet exercice, mais elle est le fruit d’une histoire bien plus ancienne. Elle structure encore fortement le PS, même si la disjonction des arènes politiques nationales et locales ne lui permet pas d’en tirer un profit national.

À compter de la fin du XIX^e siècle, le socialisme s’organise d’abord autour de ses mairies. C’est là qu’il établit ses premiers réseaux, notamment avec le monde associatif. Cet échelon lui permet également de constituer et de stabiliser ses clientèles électorales et de rétribuer ses militants. La mairie est également pensée comme la vitrine de ce que le socialisme peut signifier pour l’ensemble du pays. Le « socialisme de l’eau et du gaz » – qui défendait la municipalisation des services publics, mais aussi l’école laïque, les équipements collectifs et l’aide sociale publique (Dogliani, 2018) –

« contribua largement au succès de la SFIO dans les milieux populaires et, de manière plus profonde, à son enracinement durable dans le paysage politique républicain » (Fulla, 2020). Enfin, à une période où la progression dans les sections et les fédérations départementales et les responsabilités municipales constituent la principale filière de formation du personnel politique, ces mairies officient comme des lieux de formation des cadres du parti.

Alors qu'elle traverse une période de crise profonde, notamment due à sa pratique du pouvoir, la SFIO des années 1950-1960 peut encore compter sur ses ancrages locaux pour se maintenir. Elle est en particulier portée par ses bastions des « bouches-du-Nord » – les fédérations massives du Nord et des Bouches-du-Rhône – et du Sud-Ouest. Dans les années 1970, cet échelon local conserve sa centralité. Sa fonction de laboratoire culmine lors des élections municipales de 1977 : très fortement nationalisées, elles sont présentées par le PS comme la première marche d'une conquête nationale et permettent au parti de se professionnaliser en installant une nouvelle génération d'élus locaux au pouvoir (Boisdron, Catala, 2020). Dans les années 1980, les réformes de décentralisation renforcent encore la municipalisation du PS. Elles augmentent les budgets et le personnel à la disposition des élus locaux, ce qui accroît l'ampleur des carrières professionnelles liées à la politique.

On montrera ici que le PS, très affaibli nationalement depuis 2017, s'est replié et rétréci sur ses mairies et qu'il tente de préserver cet ancrage municipal lors de la campagne de 2026 au prix d'un certain pragmatisme.

Un parti recroquevillé sur ses mairies

L'effondrement national du PS dans les années 2010 n'a pas réduit l'importance de l'échelon local, au contraire. Aux municipales de 2014, le PS connaît une défaite historique – la plus importante lors d'un scrutin local sous la V^e République. 49 des villes de plus de 30 000 habitants qu'il dirigeait sont perdues (soit près de la moitié), comme 27 villes de plus de 50 000 habitants et plusieurs villes de plus de 100 000 habitants qu'il cède aux écologistes (Grenoble), à l'UDI (Amiens), mais surtout à la droite (Toulouse, Caen, Saint-Étienne, Reims, Limoges, Tours, Angers ou encore Argenteuil). Aux élections municipales de 2020 cependant, s'il ne se relève pas pleinement de cet échec, il conserve tout de même l'ensemble de ses métropoles. Même, en dépit de l'échec cuisant de Benoît Hamon à la présidentielle de 2017, il glane

de nouveaux trophées – à Montpellier¹, Nancy, Saint-Denis, Périgueux ou Bourges. Les scrutins municipaux, qu'il domine encore à gauche, continuent de marquer une étape décisive pour une grande partie de son personnel politique.

Cette relative résilience ne doit pas masquer des évolutions majeures. D'abord, le contenu du « socialisme municipal » a largement évolué. Renvoyant de moins en moins à une identité politique singulière, la gestion municipale socialiste s'est épanouie dans une politique délestée de marqueurs partisans significatifs. Ce déplacement a contribué à dépolitiser la vie locale et brouiller les marquages partisans. Les élus locaux, peu impliqués dans la vie politique nationale, prisent les habits du leader apolitique capable de rassembler sur son territoire. Ils mettent à distance leur affiliation partisane et valorisent leur enracinement local (Lefebvre, 2014).

Ensuite, l'importance conservée par l'échelon municipal peut se lire comme le miroir de la faiblesse nationale du parti. Si le PS tient plus que jamais à ses mairies, c'est aussi parce que ses perspectives de victoire dans les scrutins nationaux sont hypothétiques. Son affaiblissement militant le rend plus dépendant encore de ces ressources institutionnelles. Il apparaît essentiellement comme un parti d'élus locaux, recroquevillé sur ses municipalités. Son identité politique locale s'est banalisée, ses réseaux – qui faisaient sa force au début du XXe siècle ou à nouveau dans les années 1970 – se sont largement érodés et ses relations avec les scènes associatives ou syndicales ne transitent plus que par les élus.

Enfin, le relatif maintien de l'ancrage local du PS s'accompagne d'évolutions sociales. Ses performances en 2020 s'observent essentiellement dans les métropoles tandis que ses ancrages dans d'autres territoires se font affaiblis. Le socialisme des villes moyennes s'est par endroit largement essoufflé, sur fond de déclin urbain et de mobilité des catégories sociales qui lui étaient le plus favorables (Guéraud, Warnant, 2023). Il a ainsi largement perdu de son poids dans certaines de ses zones de force historiques, en particulier dans le Nord, dans le Sud-Ouest ou dans la Grand-Couronne parisienne. Par ailleurs, le maintien local du PS ne saurait masquer la chute de ses scores en nombre de voix. En 2014, sa domination à gauche demeure, mais s'effrite. En 2020, dans les villes de plus de 30 000 habitants, la gauche cumulée se maintient par rapport à 2014, mais le PS poursuit sa chute : 36% en 2008, 25,4% en 2014 et 16,5% en 2020 (Martin, 2020). Son ancrage se maintient dans les métropoles : le PS dirige la moitié des 10 villes les plus peuplées de France.

¹ En 2014, la ville avait été gagnée par un socialiste dissident.

Ces éléments ne doivent pas pour autant conduire à croire à une dévaluation de l'échelon local. Au contraire, la place des élus locaux a considérablement crû au PS depuis les années 1970, tandis que le parti est progressivement devenu « une machine à investir des candidats aux élections municipales » (Lefebvre, 2009). Cela accorde aux mandats locaux un rôle significatif dans l'économie socialiste et rend « les intérêts électoraux (...) prépondérants à tous les niveaux du parti » (Lefebvre, Sawicki, 2006, p. 110). Alors que les sections socialistes se sont très largement dépeuplées, une grande partie des adhérents est aujourd'hui liée aux fonctions municipales du parti, qu'il s'agisse des élus ou de ceux qui les accompagnent. Le parti revendique 1200 maires et 20 000 adhérents ont participé au congrès de Nancy en 2025. En comptant les adjoints, les conseillers municipaux, les collaborateurs et les fonctionnaires, ces chiffres conduisent à un ratio militants/élites sociales renforçant l'importance de l'ancrage municipal. Cette trajectoire a pour conséquence d'accroître encore l'importance du scrutin municipal à venir pour le PS, mais aussi de rendre le parti nettement plus dépendant de ses alliances électorales. Si en 2020 le PS conserve ses principales zones de force au second tour, il le doit en partie à un renforcement de son alliance avec les écologistes auxquels il concède de plus en plus de place dans les accords. La tendance est loin de s'inverser : alors qu'elles se faisaient essentiellement dans l'entre-deux-tours, ces alliances s'observent bien davantage dès le premier en 2026.

La campagne municipale de 2026. Quel socialisme municipal ?²

Le scrutin est décisif pour PS, mais ses ambitions électorales sont modestes : il s'agit de préserver ses positions et d'en gagner quelques-unes (Amiens, Saint-Étienne, Toulouse, Limoges...). Reconquérir les positions perdues lors de la défaite historique de 2014 apparaît hors de portée. Les dirigeants interrogés sont formels : quand le PS a perdu une ville, la section se désagrège et il est très difficile de « remonter le parti ». Ainsi, s'il y a des exceptions comme Issoire dans le Puy-de-Dôme, les principales villes perdues par les socialistes en 2014 n'ont pas été reconquises depuis. Dans le Pas-de-Calais, bastion historique, le PS n'investit que 40 têtes de liste. Il espère reprendre

² On s'appuie ici sur des entretiens avec une dizaine de cadres fédéraux dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Nord, du Pas-de-Calais, du Puy-de-Dôme et de Seine-Saint-Denis.

néanmoins pied dans un certain nombre de petites préfectures et de sous-préfectures, en s'appuyant notamment sur ses députés (qui compensent la faiblesse des ressources militantes), comme à Valence, préfecture de la Drôme, où le député socialiste Paul Christophle est candidat de l'union de la gauche, ainsi que Riom, sous-préfecture du Puy-de-Dôme, où la députée Christine Pirès-Beaune espère l'emporter à la tête d'une liste présentée comme « citoyenne de gauche » (9 députés socialistes sont candidats tête de liste en dépit de la loi sur le cumul des mandats). Plus de 2 000 chefs de file ont ainsi été investis et soutenus officiellement (comme en 2020), ce qui fait sans doute du PS le parti le plus investi dans le scrutin (nous ne disposons pas de données chiffrées pour LR).

Pour atteindre ces objectifs, le PS cherche à rassembler le plus largement possible les partis de gauche au premier tour, hors LFI (on observe une forte fragmentation du paysage politique à gauche, de nombreux « petits » partis cherchant à obtenir une représentation locale : Place Publique, Debout, L'Après, PRG, Nouvelle Donne...). Les écologistes se sont eux aussi municipalisés et cherchent à maintenir leurs positions (notamment dans les grandes villes). Ils adoptent la même stratégie (notons que le choix de ces alliances appartient aux groupes locaux, mais que ce rapprochement avec le PS a été largement favorisé par la convergence des deux partis, notamment autour d'un projet de primaires pour la prochaine élection présidentielle). On observe ainsi un nombre d'alliances historiques entre écologistes et socialistes dès le premier tour dans les cinquante plus grandes villes (les cas de Paris, Nantes, Rennes... sont emblématiques). Ces alliances obéissent surtout à des logiques locales (l'autonomie des groupes locaux est la règle chez les écologistes). Aucun accord national n'a été signé (le PS national a parfois fortement œuvré pour l'union comme à Besançon où le candidat socialiste a fini par retirer sa candidature). Il y a des exceptions : Lille, où les écologistes ont manqué la victoire de peu en 2020 (230 voix), Strasbourg, où l'ancrage de la maire écologiste sortante est fragile, Limoges... Depuis 1989, les écologistes ont pris l'habitude de se compter au premier tour pour construire un rapport de forces à gauche au second (ce qui leur a permis de gagner de remporter des victoires significatives en 2020). Ils changent de stratégie en 2026, faisant le plus souvent alliance avec les socialistes et d'autres partenaires (les alliances avec LFI, comme à Limoges, sont rares, on enregistre quelques dissidences à Montpellier et Avignon). Dans les villes où des perspectives de reconquête de la gauche sur la droite se dessinent (Amiens, Toulouse, Saint-Étienne...), c'est plutôt autour de PS que le rassemblement se construit. À la tête d'une coalition de dix organisations politiques, François Briançon cherche à incarner une alternative de gauche « hors LFI » à Jean-Luc Moudenc à Toulouse. À Amiens, le socialiste Frédéric Fauvet tire une liste de très

large rassemblement. La ville, qui fut communiste, est détenue par le centre droit depuis 2014, mais aux législatives 2024, la gauche a empoché la mise dans les deux circonscriptions de la ville.

Si l'alliance avec les écologistes est une tendance forte, le PS est très pragmatique dans ses alliances. À Roubaix, le PS a intégré la liste d'un ancien adhérent de la République en Marche en opposition avec David Guiraud de LFI³. À Dunkerque, ex-bastion socialiste, il se fonde dans la liste du maire sortant qui rassemble de LR au PC. À Dijon, la maire sortante fait une large place au PS (23 candidats sur une liste de 61 candidats), mais huit membres du Modem y figurent et François Rebsamen, ancien maire et actuel président de la Métropole, proche d'Emmanuel Macron, ministre dans le gouvernement Bayrou, est en sixième position. À Strasbourg, le PS investit Catherine Trautmann (maire de 1989 à 2001) qui fait une campagne centriste, très centrée sur la sécurité et la critique du bilan de la municipalité écologiste sortante, sans référence au PS, intégrant des cadres macronistes, désavouée par les Jeunesses socialistes locales.

Le PS est confronté dans la plupart des grandes villes où il est sortant à la concurrence de listes LFI qui concentrent ses critiques sur ses « notables » et ses positions nationales (son refus de censurer le gouvernement Lecornu). Le maintien à gauche d'un ensemble de villes (Paris, Marseille, Lyon...) va dépendre pour partie de la capacité des listes LFI à se maintenir au second tour et des choix d'alliance. La campagne de LFI est très clairement tournée contre le PS dont la résilience depuis des années est territoriale. À Paris, à Lyon ou à Montpellier, les élus de gauche sortants pourront-ils se défier des insoumis ? Là encore le pragmatisme au PS est de mise. La direction du PS a annoncé qu'elle laissera à ses listes le choix de l'alliance avec LFI au second tour. Le secrétaire général du Parti socialiste, Pierre Jovet déclare : « Chacun, et nous l'avons toujours dit, sera libre de faire au deuxième tour des accords avec celles et ceux qui le souhaiteront dans le périmètre de la gauche et des écologistes »⁴. Il faut remarquer que les opposants à Olivier Faure, très hostile à tout accord avec LFI, n'ont émis aucune critique.

Si les mairies restent l'armature d'un parti dont les derniers réseaux et ressources sont municipaux, les édiles sortants n'affichent guère l'étiquette du parti, jugée peu rentable électoralement. La direction met en avant le modèle national d'une

³ Mais ce dernier a réussi à rallier l'ancien maire socialiste Pierre Dubois ou l'ancien secrétaire de section.

⁴ *Le Monde*, le 28 janvier 2026.

« gestion locale et durable », sans avoir formalisé de programme national (à la différence des écologistes ou de LFI). Le PS veut faire du scrutin un rendez-vous national lui donnant une nouvelle impulsion. Lors de la convention des municipales à Paris en février à la Mutualité, les considérations programmatiques ont été présentes dans les discours d'Olivier Faure ou de Pierre Juvet, secrétaire national aux élections (« Nous sommes le parti des résultats, de l'action, qui protège », déclare ce dernier de manière très générale). Mais dans les villes, le localisme domine toujours. Fort d'un capital politique souvent personnel dont le parti ne peut se passer, les maires socialistes sont en position de force par rapport à leur section. Ils définissent la stratégie et fabriquent largement la liste au besoin en ne donnant pas forcément à la priorité aux militants socialistes (et cela d'autant plus que le vivier de militants candidats à la candidature est faible et que les alliances sont larges).

À Nantes, trente adhérents ont porté leur candidature en interne. Il y a pour finir 18 candidats socialistes sur une liste de 69. À Lille, on dénombre finalement 38 candidats PS, mais il y a eu très peu de candidats hors de cette sélection finale. Le faible nombre des socialistes est aussi bien sûr lié aux alliances électorales contractées. À Rennes, il y a 22 socialistes sur la liste de Nathalie Appéré (qui fréquente très peu les assemblées générales du PS local) et autant d'écologistes (23) sur une liste de 61 noms. 12 mouvements participent à la liste (le parti de Benoît Hamon Génération.s en obtient cinq, alors que le PCF en compte quatre. Les autres mouvements doivent quant à eux se contenter d'une ou deux places). À Brest, l'alliance avec les écologistes a réduit le nombre de socialistes (22 sur 55).

Dans certains cas, cette autonomisation des élus est radicale. Le maire sortant est investi, mais il ne paie plus de cotisation ni ne reverse une partie de son indemnité et ne rend aucunement compte au parti (situation par exemple courante dans le Pas-de-Calais). Le fait d'avoir un maire socialiste n'implique pas l'ancrage partisan. Le cas de Nancy est éloquent. La liste emmenée par le maire socialiste Mathieu Klein compte 13 membres du parti (sur 57 candidats sur la liste), soit quatre de plus qu'en 2020. Lors du dernier congrès de Nancy (juin 2025), la section comptait 100 adhérents électeurs (67 ont voté, soit 1/3 des membres de la fédération qui compte pourtant officiellement 319 inscrits). À Marseille, Benoit Payan n'est plus membre du PS, mais il contrôle toujours le PS (il y est toujours perçu comme le « patron », nous dit un cadre). Son cabinet est dominé par des cadres du MJS. Alors que la dynamique du Printemps marseillais était très collective en 2020, il a imposé son emprise sur la liste et la sélection des candidats.

Si le parti a besoin de ses élus locaux, ses édiles ne cherchent guère à le mettre en avant et s'en affranchissent largement, ce qui interroge sur la consistance d'un socialisme municipal, souvent ramené au nombre des élus du parti.

L'élection municipale est-elle l'occasion de la confrontation de projets alternatifs de politiques municipales ? On observe une forme de re-politisation de la question locale autour du municipalisme, des politiques de mobilité ou de l'écologie, mais elle est timide tant une standardisation des politiques locales s'est opérée (notamment autour de l'attractivité, des politiques de sécurité très largement adoptées par les édiles socialistes...). Le maire sortant socialiste de Montpellier Michaël Delafosse, s'il met peu en avant son étiquette, se prévaut de marqueurs politiques comme la gratuité des transports en commun, la création d'une nouvelle ligne de tramway dans la 7e métropole de France pour un coût de 440 millions d'euros, la sécurité sociale alimentaire, se félicitant d'avoir fait de sa ville « une référence écologique au niveau européen » et de « recevoir de nombreuses délégations qui veulent s'en inspirer ». Les candidats aux élections municipales (du PS comme d'autres partis) mettent souvent peu en avant leurs affiliations partisans, jugées peu productrices électoralement. Mon parti c'est ma ville : tel est le credo le plus souvent mobilisé pour fédérer et se délester du stigmate partisan.

Est-ce à dire que les labels partisans ne jouent pas ? Non. Ils servent de repères à de nombreux électeurs, d'autant plus que la notoriété des candidats locaux et même des maires est souvent beaucoup plus faible que par le passé. On présente le maire, dans une rhétorique convenue, comme un élu « de proximité », connu et reconnu. Or les maires sont devenus surtout des techniciens dont la notabilité s'est affaiblie (bien sûr la situation est variable selon les villes et l'ancrage demeure plus fort en milieu rural). Une enquête de l'Association des Maires de France de 2017 indiquait qu'un Français sur deux seulement connaissait le nom de son maire. Qui connaît nationalement le maire de Lille, Strasbourg, Bordeaux, Lyon alors que ces villes étaient gérées par des « barons » bien identifiés il y a vingt ans ?

Bibliographie

- Boisdron, M., Catala, C. (dir.), 2020. *Les élections municipales de 1977*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Chamouard, A., 2014. « Le socialisme municipal de l'entre-deux-guerres aux années 1970. Une expérience locale innovante », *Métropolitiques*.

- Dogliani, P., 2018. *Le socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre*, Arbre bleu éditions.
- Foucault, M. 2015. « Les élections municipales de mars 2014 : un vote sanction dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n°1075.
- Fulla, M., 2020. « Le socialisme français peut-il être sauvé par ses maires ? », *The Conversation*.
- Guéraud, É. Warnant, A. 2023. « Le socialisme municipal à l'épreuve du déclin urbain. Transformations démographiques, (dé)mobilisations électorales et métamorphoses de l'action publique locale à Nevers (1971-2022) », *Politix*, n°143, vol. 3, p. 53-78.
- Lefebvre, R., Sawicki, F., 2006. *La Société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Lefebvre, R. 2009. « Les partis politiques dans la compétition électorale locale. Dépolitisation et nationalisation des élections municipales », in Bidégaray, C., Cadiou, S. Pina, C. (dir.), *L'Élu local : changement ou continuité ?*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Lefebvre, R.. 2014. « En attendant le "vote sanction" ? Les notables socialistes en ordre de bataille », *Métropolitiques*, 31 janvier 2014.
- Lefebvre, Rémi et Vignon, Sébastien. 2023. *Démobilisation électorale dans la France urbaine Les élections municipales de 2020*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Martin, P. 2008. « Les élections de mars 2008 ». *Commentaire*, n°122, vol. 2, p. 471-484.
- Martin, Pierre. 2020. Les municipales de mars 2020. Un mauvais tour ? *Commentaire*, n°170, vol.2, p. 281-288

Publié dans lavedesidees.fr, le 3 mars 2026.